

Qualification par l'origine territoriale et émergence des systèmes agroalimentaires localisés

L'exemple de l'huile d'argane dans la région du Souss-Massa-Drâa

Résumé

Cet article analyse les modalités d'émergence des systèmes agroalimentaires localisés (SYAL) par la caractérisation de leurs ressources spécifiques et des processus d'action collective propres. Un premier point présente un cadre de référence du SYAL en déterminant ses dimensions à l'ancrage territorial à travers l'accent mis sur l'importance de la qualification par l'origine territoriale et sa relation au développement durable. Un second point confronte l'outil conceptuel à la réalité du terrain d'une concentration d'agro-industrie rurale de production d'huile d'argane dans la région du Souss-Massa-Drâa dont le développement organisationnel aboutit à la qualification du produit, une IGP (indication géographique protégée) exprimant un rapport spécifique au territoire et fondant, en grande partie, les dispositifs de l'action collective qui s'y déroule. Un troisième point étudie le cas particulier des coopératives féminines de production d'huile d'argane dans cette région, objet du projet arganier de l'Agence de développement social et l'Union européenne, pour apprécier le degré d'applicabilité de la démarche et les écarts par rapport au modèle de référence et expose un certain nombre de recommandations à même d'en améliorer l'efficacité.

Mots-clés : SYAL, qualification, développement durable, territoire et stratégie de terroir, indication géographique protégée huile d'argane.

JEL Classification : L14, L16, Q01, Q15, Q23.

Abstract

The purpose of this article is to analyze the emergence of a localized agri-food system (LAS) through the characterization of specific resources and processes of collective action therein. A first point presents a framework for understanding the systemic LAS by characterizing its dimensions. These aspects are specific to territorial anchoring through the emphasis on the importance of qualification via territorial origins and its relation to sustainable development. The second issue confronts the conceptual tool

**Mustapha
Asstour**

Université Cadi Ayyad,
Marrakech
(asstourm@gmail.com)

to the field reality by the study of a concentration of rural agro-industry production of argan oil in the region of Souss-Massa-Draâ. The approach specifies the organizational originality of these food territorialized organizations. This includes organizational development leading to the qualification of the product, PGI expressing a specific territory and supporting, in large part, the devices of collective action in this located production system. The third point studies the particular case of the women's cooperatives producing argan oil in this region, Object of the project argane tree of the Agency of Social Development and the European Union, to appreciate the degree of applicability of the approach, the distances from the reference model and expose a number of recommendations that can improve efficiency.

Key-words: LAS, qualification, sustainable development, territory and strategy of soil, geographical protected indication argan oil.

JEL classification: L14, L16, Q01, Q15, Q23.

Dans la perspective de l'ouverture de la zone de libre-échange EUROMED en 2010, la valorisation des produits par le terroir est considérée par le Maroc comme un axe stratégique potentiel pour reconquérir de la valeur ajoutée et allier la volonté de développement rural au développement durable en offrant aux petits producteurs la possibilité de différencier leurs produits, d'obtenir une rente de durabilité et de contribuer au maintien de l'emploi, particulièrement dans les zones rurales en difficulté économique.

Aujourd'hui, le monde rural est confronté à des processus de changement structurels majeurs sous l'effet de la mondialisation des échanges. Le désengagement de l'Etat et le rôle accru du marché et de la société civile aboutissent à une réallocation des ressources et une réorganisation des territoires et des systèmes agroalimentaires locaux (SYAL). Les systèmes productifs localisés (SPL) sont de plus en plus considérés comme de nouveaux modèles de développement pour l'action publique permettant de donner aux territoires des avantages spécifiques à même de participer à la compétition mondiale.

Cet article s'intéresse à l'analyse des systèmes agroalimentaires localisés des produits du terroir. Il vise à éclairer les modalités de construction et de développement d'organisations agroalimentaires rurales liées à l'exploitation de l'arganier dans la région du Souss-Massa-Drâa sous forme de SYAL. L'organisation d'institutions publiques et privées autour d'une démarche IGP (indication géographique protégée) huile d'argane entraînera, en toute vraisemblance, l'apparition de nouveaux réseaux territoriaux d'entreprises qui pourront générer à terme un développement territorial riche et diversifié et rénover à moyen et long terme toute la structure de l'entrepreneuriat dans la filière. Le propos vise à éclairer l'originalité organisationnelle de ces configurations territorialisées de l'agroalimentaire

et à questionner l'efficacité de leurs stratégies collectives à s'organiser pour s'adapter à un environnement mondialisé de plus en plus turbulent.

La démonstration est structurée en trois temps. Un premier point positionne la démarche SYAL par rapport à l'adossement théorique général de SPL en mettant en évidence sa spécificité par sa caractérisation à l'ancrage territorial et son lien aux problématiques de développement durable. Un deuxième point vérifie la cohérence et la concordance de la démarche SYAL retenue à la réalité du terrain par l'étude d'une concentration d'agro-industrie rurale (AIR) autour de l'huile d'argane, située dans un territoire en archipel dans la région du Souss-Massa-Drâa, dont la dynamique de développement aboutit à la qualification IGP du produit exprimant un rapport spécifique au territoire et aux enjeux du développement durable. Un troisième point spécifie une grille d'activation de cette concentration d'AIR par l'étude d'un projet de développement organisationnel d'un ensemble de coopératives féminines de production d'huile d'argane conduit conjointement par l'Agence de développement social et l'Union européenne dans la région (projet arganier) et énumère un certain nombre d'outils et de stratégies de développement à même d'améliorer l'efficacité collective de ces coopératives pour faire face aux enjeux de la concurrence internationale et du développement durable.

1. Caractérisation des systèmes agroalimentaires localisés autour de la qualification et du développement durable

La démarche système agroalimentaire localisé (SYAL) s'inscrit dans le prolongement de l'approche par les systèmes productifs localisés (SPL) pour désigner des ensembles « d'organisations de production et de service (unités de production agricole, entreprises agroalimentaires, commerciales, de services, restauration) associés à un territoire spécifique par leurs caractéristiques et leur fonctionnement. Le milieu, les produits, les hommes, leurs institutions, leur savoir-faire, leurs comportements alimentaires, leurs réseaux de relations se combinent dans un territoire pour produire une forme d'organisation agroalimentaire à une échelle spatiale donnée » (CIRAD/SAR, 1996).

Apparu dans le champ de l'analyse économique depuis maintenant presque une douzaine d'années dans le sillage des politiques d'accompagnement du développement « par le bas » des sociétés rurales et de valorisation des produits agroalimentaires locaux, le concept est le résultat de l'application aux réseaux d'entreprises agroalimentaires des schémas d'analyse économique des systèmes locaux de production industrielle (clusters, districts, SPL, milieux innovateurs) au point où certains chercheurs tendent à considérer ces derniers tout simplement comme des systèmes productifs localisés œuvrant dans les activités agroalimentaires.

Pourtant, les SYAL sont des SPL spécifiques dans leur genre, du fait qu'ils ont à répondre à un double enjeu (figure 1).

Le premier est lié à leurs relations en amont avec les ressources naturelles et l'usage de la biodiversité qui impliquerait une relation particulièrement forte au terroir et aux ressources naturelles, ce qui les positionne dans les débats sur le développement durable (Requier-Desjardins, Rodriguez-Borray, 2004).

Le second est le résultat de leurs relations en aval spécifiques avec les consommateurs à travers la filière, ce qui les contraint à un moment ou à un autre de leur cycle d'activité à se poser la question de la qualification de leurs produits (Fishler, 1993).

Ce double enjeu place les SYAL au point de jonction filière-territoire :

Figure 1

Jonction filière-territoire

TERRITOIRE		Culture	SYAL
		Elevage	
Institutions locales	Fournisseurs d'intrants		
Réseaux sociaux - Capital social Paysages - Ressources naturelles locales		Savoir-faire Capital humain	
		Agro-industrie rurale	FILIÈRE

Source : Figure empruntée à Requier-Desjardins, Boucher, Cerdan (2003).

Plus fondamentalement, la démarche SYAL interroge la notion de territoire sur des bases nouvelles. Elle renvoie « à l'émergence de modèles de développement agro-alimentaire basés sur la mise en valeur des ressources locales (produits, savoir, compétences, entreprises, institutions...), plus respectueux de l'environnement, plus attentifs à la diversité et à la qualité des produits agricoles et alimentaires, plus soucieux des dynamiques de développement locales et des nouveaux enjeux du monde rural » (Muchnik, 2002).

Elle s'appuie sur des mécanismes de coordination qui font intervenir tous les acteurs d'une filière (de l'amont à l'aval, ce qui implique les consommateurs), des services d'appui mais aussi des organisations et des institutions territoriales formelles (pouvoirs publics, ONG, centres de recherche...) et informelles (toutes les formes d'organisation et les règles et normes mises au point dans le temps par l'ensemble de la communauté) (Fournier *et al.*, 2002).

1.1. Système agroalimentaire localisé, territoire et qualification

La qualification en agroalimentaire renvoie à un territoire, à un terroir. En effet, un des éléments essentiels de la qualification des produits agroalimentaires est la référence à l'origine géographique des produits. Les

caractéristiques géographiques et agro-climatiques sont à la base de la qualification par l'origine territoriale et en délimitent les zones de production et/ou d'exploitation. L'espace physique contribue à la différenciation des produits à travers les dotations de ressources naturelles qui lui sont liées.

L'importance de qualification par l'origine territoriale découle de la relation de proximité du consommateur avec le produit qualifié. La qualification par l'origine apporte des garanties de qualité et de traçabilité qui assurent le consommateur que le produit est conforme à son choix. Ce « sont les activités anthropiques – savoirs, mode d'organisation sociale, pratiques et représentations – qui vont donner un sens à ce lien au lieu » (Bérard et Marchenay, 2004). Les signes de qualification par l'origine territoriale (AOC, IGP, etc.) mettent à leur profit le caractère traditionnel du produit, la dimension locale des savoir-faire et leur réputation. Ils donnent aux produits une valeur de patrimoine et représentent une forme de valorisation culturelle.

En fait, la qualification par l'origine territoriale transforme une ressource latente – le caractère identitaire d'un produit ou la spécificité d'un savoir-faire ou d'un terroir – en un actif, c'est-à-dire une caractéristique reconnue par le consommateur permettant une meilleure valorisation du produit sur le marché. Le signe de qualité basé sur l'origine devient alors une garantie de qualité, d'authenticité du produit et de ses conditions de production dans l'hypothèse même de non-proximité du consommateur. L'indication géographique constituerait un instrument efficace d'identification sur les marchés plus lointains, faisant l'objet des enjeux des acteurs pour son appropriation (De Sainte Marie, 1996).

Les travaux sur l'action collective dans les systèmes localisés (Schmitz et Nadvi, 1999) font remarquer que les ressources spécifiques territoriales sont en libre-accès pour un grand nombre d'acteurs qui en jouissent sans en avoir réellement à payer le prix. Des acteurs peuvent, à un moment ou un autre, décider de se réunir dans une configuration club afin de protéger ces ressources et d'exclure de la rente qui leur est associée les autres acteurs économiques par des barrières à l'entrée, par exemple une IGP. Ces travaux s'inspirent de la théorie du bien de club de Buchanan (1965) et prennent en compte les processus d'exclusion dans la construction collective d'un bien territorialisé lié à la qualité et à la qualification des produits. Un standard qualité s'interpréterait dans leur cadre comme un bien club et l'adhésion à ce standard comme un comportement coopératif dont les membres bénéficient d'avantages interdits aux non-membres.

L'action collective renvoie alors à la coordination des acteurs au niveau horizontal pour activer des ressources spécifiques ancrées territorialement (Pecqueur, 1996). Cette activation fait intervenir un ensemble d'acteurs locaux occupant des positions diversifiées dans le système afin de reconstruire les conventions permettant de structurer l'espace commun autour de la qualification du produit (Eymard-Duvernay, 1994) et d'établir

la confiance entre producteurs et consommateurs grâce à la définition de repères collectifs (Thévenot, 1986).

L'action collective apparaît comme une réponse à un choc externe (perte d'un débouché, restructuration, etc.) ou à une menace que les acteurs s'efforcent de conjurer collectivement (Colletis, 2007). La perspective d'une rente dite « de qualité territoriale » ou ricardienne (Marchesnay, 2002) constituerait le fondement de la coordination des agents économiques fabriquant des produits vecteurs de leurs spécificités et revendiquant une identité spécifique. L'identité territoriale jouerait d'autant plus un rôle clef pour la compétitivité de ces SYAL que ceux-ci sont organisés comme des « chaînes de valeur globale » (Gereffi, 1999).

1.2. Système agroalimentaire localisé et développement durable

La contribution des SYAL au développement durable est d'abord liée à l'utilisation par les activités agroalimentaires des ressources naturelles vivantes, de la biodiversité et de la sensibilité très forte de ces ressources aux modes d'exploitation mis en œuvre. La qualification des produits par l'origine territoriale passe, en effet, par la qualification des ressources vivantes utilisées dans le processus de production (durabilité environnementale).

Les SYAL participent à la préservation de la biodiversité. Plus largement, ils peuvent le faire en soutenant des pratiques agricoles adaptées au contexte écologique, avec pour résultat des processus de qualification associés à des choix de techniques agricoles ayant peu recours aux intrants chimiques. S'ils véhiculent l'intensification des productions, par contre, ils peuvent engendrer des impacts négatifs sur l'environnement : gaspillage des ressources rares et risques d'appauvrissement des écosystèmes. La relation entre SYAL et développement durable se situerait, ici, dans le prolongement des débats sur les externalités positives ou négatives de l'agriculture.

Les SYAL reposent souvent sur la valorisation d'avantages comparatifs existantes « naturellement » sur les territoires (produits, agro-écosystèmes, méthode de production héritée historiquement, savoir-faire, etc.). Leur contribution au développement durable tiendrait à leur capacité, par la qualification de leurs produits, à activer et à coordonner ces ressources et à créer de la valeur ajoutée aux différents échelons des filières concernées (durabilité économique). La notion de ressource/actif spécifique est au cœur des problématiques SYAL et de la territorialisation des processus productifs.

Le processus de qualification au sein des SYAL constitue un élément important de mise en valeur du patrimoine cognitif, culturel et naturel des populations locales dans la mesure où le processus de qualification dans les SYAL admet la possibilité de considérer les savoir-faire des populations locales comme source de propriété intellectuelle. La qualification par l'origine se situerait alors dans la perspective de la mise en place et de la valorisation de schémas de production respectant les équilibres économiques et sociaux et le legs culturel des régions de production.

Un troisième lien entre SYAL et développement durable résulte de la dimension sociale associée au développement des SYAL et qui tient à ce que ceux-ci concernent souvent des acteurs locaux de zones marginalisées où prédomine une agriculture familiale à faible revenu. Par le biais de la qualification, les SYAL permettent de fixer sur le territoire ces populations, de lutter contre l'exode rural et d'assurer le maintien de l'activité économique en générant des revenus et du « bien-être » (durabilité sociale).

Par la valorisation des savoir-faire et des bassins de production, les SYAL se situeraient dans une perspective de développement humain durable. Cependant, il ne faut pas surestimer l'impact des SYAL dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités, dans la mesure où la compétitivité de ces derniers peut aussi générer des inégalités entre acteurs locaux, notamment dans le cas de l'instauration de dispositifs d'exclusion autour des actifs spécifiques (Requier-Desjardins, 2007).

La définition des SYAL est très marquée par la référence au territoire et donc à la proximité géographique (*hypothèse 1*). Cet ancrage territorial tient, d'abord, au processus de qualification par l'origine. Il est dû, en outre, à la contribution des SYAL au développement durable. Il reste que l'ancrage territorial des SYAL peut avoir une appréhension plus large que dans le cas des SPL du fait de l'éparpillement des territoires ruraux. Les SYAL peuvent ainsi concerner toute une région, ou simplement des micro-bassins, dans une région constituant un territoire en archipel (Requier-Desjardins, 2007).

La dynamique des SYAL repose sur la capacité des acteurs à s'engager dans une logique innovante de mobilisation de ressources localisées par un processus d'action collective (Boucher 2004). La mise en valeur de la qualité des produits, en lien avec leur origine, est conduite par les acteurs afin de bénéficier d'une « rente territoriale » (*hypothèse 2*). Les enjeux sont majeurs : création et répartition de valeur pour les acteurs des filières, information des consommateurs, renouvellement ou entretien des ressources naturelles et territoriales (Blogowski *et al.*, 2005). Les acteurs combinent alors de manière spécifique les trois dimensions de la proximité pour construire une dynamique territoriale : proximité géographique liée au voisinage, organisationnelle fondée sur la complémentarité des ressources et institutionnelle fondée sur le partage d'un patrimoine cognitif et d'un certain nombre de normes et valeurs (Colletis, 2007).

2. La région Souss-Massa-Drâa: territoire en archipel et système agroalimentaire localisé huile d'argane

La région du Souss-Massa-Drâa est une région arganière de longue date où, mettant à profit des conditions pédoclimatiques uniques, des coopératives féminines de production et des entreprises ont pu se construire et se développer sur des savoir-faire locaux entretenus depuis des siècles

par les femmes berbères de la région et partagés par l'ensemble des acteurs de la filière et la majeure partie de la population.

L'huile d'argane, naguère peu connue en dehors du Maroc, est aujourd'hui reconnue en Europe, en Amérique du Nord et jusqu'au Japon comme une huile de luxe pour ses propriétés cosmétiques, pharmacologiques et diététiques de plus en plus démontrées. Suscitant toutes les convoitises et faisant l'objet des contrefaçons et des usurpations les plus diverses, les acteurs locaux cherchent actuellement à adopter une démarche de certification IGP huile d'argane afin de protéger la ressource locale arganière et participer à son développement durable.

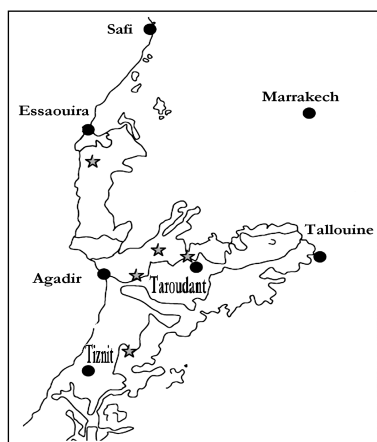
La démarche s'inscrit donc dans le cadre de l'approche institutionnaliste et de ses développements spatiaux, celle du territoire construction sociale volontariste, ensemble d'institutions au sein desquelles s'inscrivent les rapports entre acteurs économiques et qui contribuent à structurer les activités agroalimentaires et les performances économiques des producteurs (North, 1986). Les dispositions de nature institutionnelle (règles, normes) portent sur la valorisation du produit du terroir huile d'argane par l'établissement d'une indication géographique protégée.

2.1. Le territoire arganier et ses produits de terroir

L'arganier constitue la troisième ressource forestière marocaine, après l'alfa et le chêne vert. Arbre forestier, fruitier et fourrager, il occupe actuellement 870 000 ha dans le Sud-ouest marocain, soit environ 10 % du couvert forestier national (figure 2). La majeure partie de l'espace arganier se trouve dans le triangle formé par les provinces d'Essaouira (130 000 ha), Tiznit (140 000 ha) et Taroudant (360 000 ha), une partie moins importante étant localisée dans les provinces de Chtouka Aït Baha (90 000 ha), Agadir (37 000 ha) et Inzegane Aït Melloul (13 000 ha).

Figure 2

Territoire arganier



Rappelons que l'arganier est une essence spécifiquement marocaine qui pousse dans les zones arides et semi-arides du seul Sud-ouest marocain. Véritable relique du tertiaire (plus de 200 000 ans), il revient à Ibn Al-Baytar en 1219 d'avoir décrit le premier cet arbre dans son ouvrage *Traité des simples* comme « un arbre de haute taille, épineux, donnant un fruit du volume d'une amande et contenant un noyau que l'on recueille, que l'on triture et dont on extrait l'huile pour l'employer dans les préparations alimentaires » (M'Hirit *et al.*, 1998). Dans ces régions arganières, cet arbre représente la « clé de voûte » d'un agro-écosystème original comprenant des dimensions éco-géographiques et socio-économiques.

Grâce à son système racinaire puissant, l'arganier contribue au maintien d'un écosystème fondamental à la conservation des sols en formant un bouclier contre l'érosion éolienne et en facilitant l'alimentation en eau des nappes phréatiques. Il représente ainsi dans cette plaine du Souss-Massa une ceinture verte contre la désertification et joue un rôle irremplaçable dans l'équilibre écologique et dans la préservation de la biodiversité. Unique au monde, la forêt d'arganiers a été classée « réserve de la biosphère » et patrimoine mondiale de l'humanité par l'UNESCO en 1999 (universalité du beau).

D'un point de vue économique, l'arganier constitue la matrice d'un système agro-forestier répondant aux besoins des populations locales. L'huile extraite de l'amande, très recherchée par l'industrie agro-alimentaire et cosmétique, représente d'importantes sources de revenus. Le feuillage servant à l'élevage caprin (un million de ruminants s'en nourrissent) ; le bois étant utilisé pour le chauffage et la menuiserie. L'arganeraie intéresserait environ 200 communes rurales et concerne plus de 70 000 villages, soit environ une population d'environ 2 millions de ruraux. Plus de 20 millions de journées de travail sont, vraisemblablement, fournis pour les différentes productions de l'arganeraie, dont 7,5 millions de journées, essentiellement féminines, pour la seule extraction de l'huile d'argane.

La fabrication d'huile d'argane est l'activité principale des populations rurales de la région, qui requiert une maîtrise et des savoir-faire spécifiques. L'exploitation artisanale et familiale nécessite de longues heures de travail manuel où un protocole rigoureux et ancestral, transmis de génération en génération, est scrupuleusement observé. L'exploitation semi-industrielle, qui débute en 1996 avec la création des coopératives modernes dans la région, a mis au point des méthodes d'extraction semi-mécanisées pour la préparation reproductible, dans des conditions moins pénibles, d'une huile de meilleure qualité sanitaire et analytique avec un taux d'extraction et de conservation nettement amélioré.

Bien que les produits du territoire arganier concernent prioritairement l'huile d'argane, on dénote des activités parallèles autour de l'amlou – mixture traditionnelle préparée à partir d'huile d'argane, de miel et d'amandes torréfiées – et du chevreau de l'arganier (chevreau de boucherie). Ces produits

typiques et biologiques du terroir représentent également de véritables ressources spécifiques très enracinées dans le territoire.

La spécialisation poussée du territoire dans la production d'huile d'argane est inscrite dans l'histoire. La production d'huile d'argane constitue depuis fort longtemps pour les femmes rurales de la région une activité économique génératrice de revenu complémentaire, à l'instar d'autres activités parallèles comme la filature de la laine ou la tapisserie. L'adossement de l'huile d'argane aux circuits de commercialisation, au niveau local et à l'export, débute dans les années quatre-vingt-dix suite à la création des premières coopératives dans le sillage de l'évolution de la société civile et avec l'appui de l'État (statut fiscal privilégié accordé par l'Office de développement des coopératives) et des bailleurs de fonds internationaux (financement des gros investissements). L'engouement rencontré par l'huile d'argane sur le marché local et international a permis l'apparition de producteurs industriels privés et la concentration dans la région d'une masse critique d'activités de production, de négoce, de vente locale et d'exportation d'huile d'argane (AIR) et de transformer cette région en une véritable ressource spécifique.

2.2. De l'émergence du système agroalimentaire localisé huile d'argane

Le fonctionnement du secteur arganier est de type systémique. De fait, celui-ci forme un espace construit historiquement, socialement, politiquement et économiquement et possédant plusieurs dimensions. Les caractéristiques principales de la filière huile d'argane sont l'ancrage régional pour l'approvisionnement, la diversité et la fragmentation pour l'organisation et l'ouverture vers l'extérieur pour les débouchés.

Globalement, l'ancrage territorial des acteurs apparaît plus important en amont de la filière, au travers de ses approvisionnements à 100 % liés au territoire, qu'en aval, au travers de la vente de ses produits. La filière se caractérise par un faible degré d'innovation en dépit de l'existence d'instituts de recherche régionaux et nationaux très impliqués dans le programme de conservation et de développement de l'arganier. Elle accuse, en outre, une dépendance persistante vis-à-vis de l'extérieur en matière de technologies et d'équipements de production et pour certains produits (flacons, barils, emballage, etc.).

L'examen de la filière montre l'hétérogénéité des acteurs et la diversité de leurs postures au sein du territoire. On trouve des ateliers familiaux, de gros producteurs industriels, des coopératives elles-mêmes de types divers (industrielles et artisanales) et des unités de production travaillant de façon informelle. Certains acteurs, notamment les producteurs privés et commerçants, sont communs aux différentes filières locales, certaines structures organisationnelles (associations, interprofessions, etc.) entrecoupant quant à elles différentes provinces. Du fait de la diversité des

acteurs et intervenants et de la compatibilité variable de leurs intérêts, leurs actions sont caractérisées par la dispersion avec des visions sectorielles.

L'analyse critique de la filière à travers la chaîne de valeur montre un réel problème de partage équitable de la plus-value au sein de la filière entre le secteur amont et le secteur aval. Les intermédiaires, commerçants et détaillants finaux en Europe bénéficient de la rente territoriale au détriment des producteurs et des populations locales, qui en sont pourtant les vrais détenteurs, par un contrôle efficace des pratiques commerciales et des marges. La fragmentation verticale de la chaîne de valeur ne permet pas à beaucoup d'unités de production, essentiellement les coopératives féminines de production, d'engranger des bénéfices plus élevés, ce qui inhibent leurs capacités à adopter les technologies nécessaires à la modernisation de l'outil de production et à la démarche qualité exigée par le marché international.

L'approche filière fait ressortir également une désarticulation de ces différents segments qui contrecarre les objectifs du développement durable. L'engouement autour du seul segment « huile d'argane » entraîne la surexploitation de l'arganier, provoquant davantage de dysfonctionnements dans l'ensemble de la filière. La dégradation de l'arganeraie, estimée par les experts à 600 hectares par an, est telle que les divers emplois qui formaient jadis la cohérence du système agroforestier sont devenus antagoniques plutôt que complémentaires. Au fur et à mesure que les ressources arganières se raréfient, les tensions pour y avoir accès s'intensifient, et les conflits d'usages apparaissent eu égard au problème d'approvisionnement en fruit d'argane et son impact sur le coût de revient et le prix de vente de l'huile.

Généralement, l'approche filière est réduite à sa dimension technique et commerciale. La production est considérée comme un secteur situé en amont de la filière, dont elle est supposée intégrer la rationalité et à laquelle elle est arrimée par l'intermédiaire de quelques lieux centraux. Cette configuration organisationnelle empêche le développement d'une conscience collective et, plus concrètement, le partage des moyens et la mise en œuvre des coopérations nécessaires à la consolidation des unités de production de production et du territoire.

L'ouverture de plus en plus grande des marchés internationaux à cette production localisée replace aujourd'hui les unités de production dans leur diversité et leurs capacités d'innovation, comme dans leur rapport aux territoires, au cœur de la requalification de la filière. La capacité des acteurs de la filière à mobiliser activement les ressources spécifiques du territoire et à créer les conditions favorables à leur développement est ainsi particulièrement interrogée.

Si les acteurs de la filière ont su profiter des ressources territoriales spécifiques de la région et bénéficier de nombreuses externalités positives pour développer leurs activités, celles-ci semblent avoir été plutôt de nature passive (Nadvi et Schmitz, 1994) – liées à l'aspect localisé de la production arganière et des interdépendances normales que suscite la proximité

géographique de ces unités de production concurrentes et complémentaires sur le territoire – que liées à une stratégie collective des différents acteurs débouchant sur un système de gouvernance cohérent.

La mise à niveau de la filière suppose sa vision d'ensemble depuis les ayants droit de l'arganeraie jusqu'au consommateur final. Elle dépend des capacités de l'ensemble des acteurs (unités de production, fournisseurs, centres de recherche, pouvoirs publics, société civile etc.) à faire bon usage du savoir commun dans une stratégie évoluant progressivement d'une approche sectorielle vers une approche territoriale pour instaurer des formes novatrices de coordination verticale et/ou horizontale afin de faire de l'activité arganière une activité à très forte valeur ajoutée permettant de réduire la pauvreté et de générer un développement de genre en milieu rural tout en promouvant la protection de l'environnement. Une approche en termes de système agroalimentaire localisé, qu'il s'agit de préciser et de construire entre les divers acteurs sociaux, paraît pertinente.

Cette concentration d'AIR autour de l'huile d'argane de la région du Souss-Massa-Drâa est confrontée actuellement à un double enjeu. Le premier tient aux contraintes organisationnelles liées aux prescriptions du développement durable du fait de ses relations amont avec le secteur forestier et les ressources naturelles. Le second trouverait sa justification dans les exigences imposées par la grande distribution du fait de ses relations aval avec les consommateurs à travers la filière et qui pose, avec acuité, la question de la qualification de ces produits. Ce double enjeu positionne cette concentration d'AIR au point nodal de jonction filière-territoire.

Mettant en jeu des phénomènes de proximité avec des relations territoire-acteurs-produits, cette concentration d'AIR peut être assimilée à un SYAL. Ce SYAL, se situant au croisement entre filière et territoire, est la prémisse majeure de ce travail. Une orthogonalité filière-territoire apparaît, en effet, au niveau des filières locales croisées aux régions et semble délimiter un territoire arganier archipel. Mais le croisement entre territoire et filière ne peut jouer pleinement sans l'existence de mécanismes de gouvernance de marché et hors-marché, souvent fondés sur la confiance, qui feront que ce SYAL sera un « espace social autant qu'économique » (Holz et Houssel, 2002) et une « communauté active de régulation de décisions, permettant une intervention dans la localisation, création et répartition des ressources » (DATAR, 2002). D'où une prémisse mineure qui conditionne la première développée dans ce travail, celle de l'existence d'un lien entre action collective et activation de ce SYAL.

2.3. L'activation du système agroalimentaire localisé huile d'argane par les actions collectives

L'analyse de la filière huile d'argane à travers la chaîne de valeur (Ouraiss et Benslimane, 2007) montre que bien que le niveau de transformation du produit soit élevé à l'échelle nationale, le niveau d'exportation reste faible,

soit 1,5 % de la production. L'arganier ne représenterait que 11 % du chiffre d'affaires de la région, bien après le figuier de barbarie (57,3 %) et le palmier-dattier (19,6 %). L'huile d'argane constituerait donc un passeport « soutenable » pour l'international, son fort potentiel de développement pourrait constituer un véritable levier de croissance durable et de création d'emplois pour la région.

La demande des produits de l'arganeraie augmente sans cesse, stimulée par l'engouement rencontré par l'huile d'argane sur les marchés internationaux (Japon, Etats-Unis, Europe, Canada, etc.), ce qui suscite d'énormes convoitises à l'international. Le dépôt de la marque « Argane » par une entreprise à l'Institut national français de la propriété industrielle en 1983 ou la plantation par Israël en 1984 d'une centaine d'hectares d'arganiers dans le désert du Néguev en constituaient déjà des signes avant-coureurs (1). La fraude, les adulterations et la vente informelle des amandons et leur exportation illégale à l'étranger menacent de plus en plus les unités de production du territoire dans leurs biens communs, la réputation de l'huile d'argane et celle de son espace de vente compromettant la durabilité des activités économiques liées à la production et à la commercialisation de l'huile d'argane de la région, particulièrement dans les coopératives de production féminines.

La recherche de la durabilité du système de production local est un axe sur lequel s'est investi le Conseil régional du Souss-Massa-Drâa à travers une stratégie de valorisation de ses produits du terroir en instaurant une démarche pour la reconnaissance d'une appellation géographique protégée pour son huile d'argane. Une initiative épaulée par l'AMIGHA (Association marocaine des indications géographiques pour l'huile d'argane), une association regroupant les productrices des différentes coopératives, un collège d'industriels et des organismes de recherche ayant pour mission de faire reconnaître l'IGP huile d'argane dans le cadre de la loi 25-06 relative aux signes distinctifs d'origine et de qualité des produits agricoles et de denrées alimentaires (*Bulletin officiel* du 19 juin 2008).

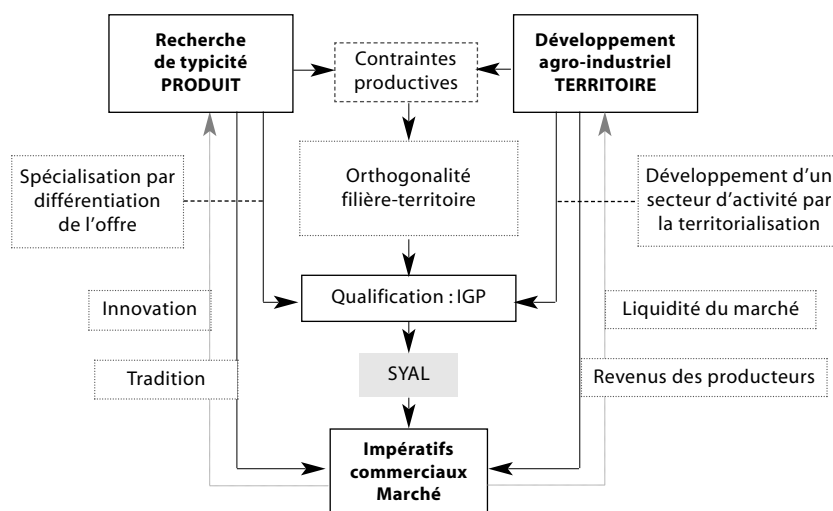
L'objectif de la démarche est de permettre de garantir aux consommateurs l'origine du produit en tant que produit mondialement reconnu et apprécié sous son étiquette d'origine en délimitant à la fois le territoire et les conditions de la production. Ce qui permettra de limiter les quantités produites, d'accroître le prix de vente et de placer, plus généralement, les producteurs dans une démarche constructive où ils s'approprient la qualité de leur produit comme un bien commun. La valeur ajoutée liée à la production et à la transformation de l'huile d'argane sera ainsi captée par la région, ce qui permettra une meilleure répartition de la valeur ajoutée dégagée entre les acteurs de la filière. Il contribuera, par ricochet, au renforcement des réseaux locaux des unités privées et coopératives de production, aboutissant, par là même, à une « approche SYAL », si du moins on la définit par une

(1) Voir les articles de la presse économique marocaine sur ce sujet : Alami M. (2005), « Le Maroc a perdu l'exclusivité de la marque « Argan » », *l'Economiste*, édition du 6 septembre ; Badi S. (2008), « Argan : le label Maroc menacé ? », *l'Economiste*, édition du 7 février.

activation de ressources spécifiques par le biais d'une action collective d'acteurs ancrés territorialement (figure 3).

Figure 3

IGP et activation des ressources spécifiques avec l'approche SYAL



Il est en effet possible d'analyser le territoire arganier comme un ensemble de SPL d'un type particulier, les terroirs. L'huile d'argane répond parfaitement à la définition de produit de terroir. Fruit de l'arganier (*Argania Spinoza*), c'est un produit typique du terroir dont le Maroc est le producteur de référence. La matière première n'est pas substituable. La relation au terroir a un caractère endogène car elle définit les caractéristiques du produit lui-même (*hypothèse 1*). Autant « les caractéristiques physiques (géographiques et agro-climatiques), historiques et sociales, c'est-à-dire culturelles » (Rastoin et Vissac-Charles, 1999) dénotent de ces spécificités territoriales.

Dans le cadre de ce système productif, il y aurait donc bien un lien entre le produit, sa qualité et le territoire entendu comme terroir. L'identité du produit et l'identité des unités de production qui sont établies dans le territoire sont indissociables, ce qui permet déjà à ces dernières de se prévaloir d'une rente de qualité territoriale.

Néanmoins, toute ressource spécifique ne devient un actif spécifique que si et seulement si elle est portée, activée par une dynamique collective d'acteurs à travers la construction de projets territoriaux collectifs (*hypothèse 2*). En adhérant à la théorie du bien club comme théorie de l'action collective (Buchanan, 1965) et de l'exclusion autour d'une ressource commune, tel qu'un IGP (Valceschini et Blanchemanche, 2005), on pourra avancer que l'action collective de l'AMIGHA pour la reconnaissance d'une IGP pour l'huile d'argane transformerait la ressource commune arganière

en un bien de club, réservé uniquement aux membres. La démarche IGP générerait ainsi un actif spécifique et permettrait de dissuader les outsiders animés par l'envie de se parer de l'identité du terroir afin de spéculer de la rente territoriale. Vont ainsi s'y exercer les activités d'exploitation d'externalités de réseau positive et/ou de défense contre toute menace concurrentielle (Colletis, 2007) permettant au système local de production huile d'argane de se constituer en « système agroalimentaire localisé » tablant sur des ressources spécifiques « activées ».

3. Le projet arganier et la structuration progressive des coopératives féminines de production

La cartographie du territoire arganier dans la région du Souss-Massa-Drâa indique un territoire polarisé en archipel en amont, composé de plusieurs micros bassins superposés dans la région et formant la filière de production huile d'argane sur toute son étendue. Une représentation totale de la filière selon les produits, les enchaînements des étapes d'évolution selon les segments locaux et les articulations entre les unités de production diverses pour les différents produits du territoire archipel et les acteurs locaux ainsi que les multiples coordinations qui se trament au sein de cette concentration nécessitent un travail gigantesque que seule l'élaboration d'une cartographie plus élaborée du territoire permet d'éclairer.

Dores et déjà, cependant, l'approche filière et territoire, prémisses majeures de ce travail, permet de préfigurer de l'émergence et du développement de plusieurs configurations SYAL dont l'activation dépendrait de la capacité des acteurs sociaux à mobiliser les ressources spécifiques du territoire et à les combiner avec des ressources externes. L'efficacité de cette activation est étroitement dépendante des formes d'apprentissage et de coordination territoriales entre acteurs individuels, collectifs et publics du territoire.

Afin d'éclairer certaines de ses modalités d'activation, la démarche s'intéressera plus particulièrement au projet arganier, fruit du partenariat conclu en mars 2003 entre l'Agence de développement social et l'Union européenne (PAC 2003-2010), pour voir si celui-ci peut s'inscrire dans une optique SYAL (démarche exploratoire). Le constat établi sur le terrain est, en effet, que ces coopératives féminines, objet du projet, en collaboration avec les différents partenaires institutionnels et les ONG locales et internationales, mobilisent de plus en plus des formes variées de coopération (proximité sectorielle) où l'ancrage territorial obligé par l'accès aux ressources impliquerait la mise en œuvre d'institutions dédiées (guide de bonnes pratiques, normes, la labellisation Bio ou IGP). L'objectif consisterait à voir dans quelle mesure cet ancrage territorial peut constituer une source d'avantages concurrentiels soutenables pour ces coopératives féminines dans un contexte de mondialisation de l'activité économique.

3.1. Organisation coopérative et gestion durable de l'arganeraie

Le projet arganier, « appui à l'amélioration de la situation de l'emploi de la femme rurale et gestion durable de l'arganeraie dans le Sud-ouest du Maroc », est un projet conduit conjointement par l'Agence de développement social et l'Union européenne. Il table sur une approche partenariale de gestion des ressources naturelles et de développement local visant le développement d'activités génératrices de revenus attractifs dans la production d'huile d'argane et d'autres produits au profit des femmes rurales de la région afin de faciliter leur adhésion à la préservation et à la gestion durable de l'arganeraie. Il cible sept provinces dont Essaouira, Agadir Ida Outannane, Inezgane, Aït Melloul, Chtouka Aït Baha, Tiznit et Taroudant.

Résolument inscrit dans une approche genre, de développement économique par le bas et de développement durable, le projet ambitionne une réorganisation complète de la filière huile d'argane (amont-aval) dans le sens d'un rééquilibrage des relations entre les commerçants et les femmes productrices d'huile d'argane par la création de coopératives féminines de production, leur réseautage en groupement d'intérêt économique, le renforcement de leur organisation professionnelle (alphabétisation fonctionnelle et formation transversale en gestion administrative et financière, gestion de projets et gestion de la qualité) et la consolidation de leur structure réglementaire et commerciale par la création de structures de promotion et de commercialisation.

Plus fondamentalement, la démarche du projet tente de contribuer à la préservation et à la gestion durable de l'écosystème arganier par la réalisation de programmes de recherche sur l'arganier et la sensibilisation des populations locales à la gestion durable des ressources naturelles arganières. Ces dernières ont accusé un taux de régression allant de 2 % à 3 % par an au cours de ces dernières décennies sous l'effet conjugué d'un ensemble de facteurs dont notamment une urbanisation étendue du territoire, le développement de la culture irriguée (notamment le maraîchage sous serres) ou encore le prélèvement de bois et les surpâturages dans les zones de montagne. La dégradation préoccupante de la biosphère de l'arganeraie était telle qu'elle mettrait à moyen ou long terme en péril la pérennité de cet écosystème avec pour conséquence une détérioration du niveau de vie des populations locales et l'exposition de millions de ruraux à l'exode rural ou à l'émigration.

Le projet reconnaissait ainsi que le développement des coopératives de production et le renforcement leur capacité de production et de commercialisation contribueront à élever le niveau de vie des populations locales et participeront au développement d'un modèle de croissance durable dans la région associant développement économique et protection de l'environnement. Les questions soulevées par le projet renvoient au dilemme de la « conservation par le développement » ou le « développement par la

conservation », que l'on rencontre dans la gestion communautaire des aires naturelles protégées (Tai, 2007).

Pour une brève histoire du développement des coopératives dans la région, rappelons que cette dynamique avait connu ses premiers balbutiements avec la création d'un premier groupe à vocation économique dans la région d'Agadir au début des années 90. Le succès de l'initiative avait déteint sur les régions rurales limitrophes, donnant naissance à la création de plusieurs coopératives similaires. La découverte des vertus diététiques, cosmétiques et pharmacologiques de l'arbre s'étant accompagnée d'une croissance extraordinaire de la demande internationale pour le produit, plus de quarante coopératives furent créées dans un temps record, attirant l'attention des institutions et organismes internationaux qui soutiennent les organisations actives en matière de développement local dans les pays en voie de développement. A la suite de la coopération technique allemande (GTZ) et de son encadrement des coopératives regroupées dans « l'Union des coopératives féminines d'argane » (13 coopératives), Oxfam-Québec prendra le relais pour l'encadrement de « l'Association des coopératives féminines d'argane » (30 coopératives). La création du « réseau des associations de la réserve biosphère d'argane » verra le jour. Avec le programme « appui à l'amélioration de la situation de l'emploi de la femme rurale et gestion durable de l'arganeraie dans le Sud-ouest du Maroc », le nombre des coopératives créées réalisera un saut quantitatif sans précédent. Suite au seul projet arganier, le nombre de ces coopératives passera de 38 en 2004 à 103 en 2007.

Le tableau suivant retrace l'évolution du nombre de coopératives créées suite au projet arganier et celui des femmes adhérentes.

Tableau 1

Evolution du nombre de coopératives et du nombre d'adhérentes (ADS, 2007)

	2004	2005	2006	2007
Nombre de coopératives	38	66	86	103
Coopératives artisanales	31	58	75	79
Coopératives semi-mécanisées	7	8	11	24
Nombre d'adhérentes	1 372	2 562	3 386	3 974

Toutefois, malgré les efforts de développement consentis par les différents partenaires de développement (Etat, ONG nationales et internationales), le diagnostic du secteur coopératif arganier dans la région relève encore de nombreux dysfonctionnements. Au niveau de l'approvisionnement en matière première, les coopératives féminines rencontrent une forte concurrence des collecteurs primaires qui achètent les amandons pour spéculer sur leur revente aux producteurs industriels intervenant notamment dans les produits cosmétiques à haute valeur ajoutée. Au niveau de la

production, les coopératives connaissent, d'une manière générale, un vrai déficit au niveau organisationnel dû principalement au manque de formation et à l'analphabétisme des femmes adhérentes. Le taux d'analphabétisme avoisine les 75 % au niveau de cette tranche de la population. Au niveau de la promotion et de la commercialisation et malgré la progression des structures dédiées de 2 à 5 entre 2004 et 2007, seules 46 coopératives y adhèrent. Plus fondamentalement, les coopératives féminines se caractérisent par un manque des moyens de production et de financement nécessaires pour mettre en œuvre une démarche qualité de plus en plus exigée par les marchés porteurs, notamment à l'export. 42 coopératives sont opérationnelles en 2007 dont 32 sont certifiées production biologique. Fondamentalement, ces coopératives sont confrontées à un marché mal structuré où le privé domine et où la concurrence des producteurs informels mettent en péril la durabilité de leurs activités.

De fait, malgré un chiffre d'affaires en progression constante, le problème est bien aujourd'hui celui de la viabilité technico-économique et financière de ces coopératives. L'absence de réseaux bien structurés entre celles-ci hypothèque leur avenir. Il importerait donc de faire évoluer l'organisation de ces coopératives vers une spécialisation productive en passant des coopératives de collecte, de dépulpage et de concassage des fruits à des coopératives de trituration et de filtrage et enfin à des coopératives d'emballage et de commercialisation. C'est à ce prix seulement qu'elles peuvent bénéficier des importantes externalités de réseau positives liées à l'aspect localisé de la production arganière et de se défendre contre les diverses menaces concurrentielles qui les guettent. Une telle approche constituera un moyen efficace pour contrôler la production d'huile d'argane depuis la forêt jusqu'à la mise en bouteille et initiera un modèle de développement agro-alimentaire conçu sur la mise en valeur des ressources locales de la région (produits, savoir, compétences, institutions, etc.) plus respectueux de l'environnement et plus attentif à la qualité du produit et aux nouveaux enjeux de la nouvelle dynamique de développement locale.

3.2. De l'émergence et de la structuration des coopératives féminines de production d'huile d'argane

Le système agroalimentaire huile d'argane dans la région du Souss-Massa-Drâa comprend des acteurs dont le niveau du lien au territoire est variable. Statutairement organisations territoriales dont la localisation est fortement irréversible, les coopératives féminines créent du territoire (et de l'emploi), ce qui explique tout l'intérêt de développer entre celles des règles d'évolution endogènes communes, en d'autres termes, d'inscrire ces coopératives féminines dans un modèle organisationnel de type SYAL.

Le processus de production agroalimentaire propre à ces coopératives susciterait en toute logique une construction territoriale. A la suite du projet arganier, les modalités de coordination entre les acteurs ont d'ores et déjà

charpenté deux principaux dispositifs de structuration d'un SYAL en émergence : des structures de coopération entre producteurs (GIE) et une structure de gouvernance territoriale (ANCA).

Le tableau suivant éclaire les deux dispositifs mis en place suite au projet arganier qui initient, en toute vraisemblance, les mécanismes d'initiation d'une approche SYAL.

Tableau 2

**Structuration du système agroalimentaire localisé arganier
par l'approche filière (ADS, 2007)**

Statut et mission	Organisation de la filière				
Association Promotion et défense d'intérêts	ANCA Association Nationale des Coopératives Arganières				
Groupement Promotion et commerce	GIE Argan TAROUDANT	GIE Argan TARGANINE	GIE Argan VITARGAN	GIE TIZARGANE	U.C.F.A.
Coopératives de production	6	6	6	6	22
Adhérentes	331	239	338	255	986

Le premier chantier, que nous appelons « action collective structurelle », est représenté par le regroupement des coopératives féminines en association de producteurs, groupement d'intérêt économique (GIE) ayant pour mission de briser leur isolement vis-à-vis de l'extérieur et de développer leurs synergies (achats groupés ; collaboration à l'export et sur le marché marocain ; formation du personnel, etc.). Cette action collective structurelle s'apparente à la constitution de groupe qui est la dimension de l'action collective répondant aux problèmes liés à la taille et au phénomène de passager clandestin élaboré par le père fondateur du paradigme de l'action collective, M. Olson (1971). Le second chantier, que nous appelons « action collective fonctionnelle », vise la promotion et la défense des intérêts des coopératives productrices par la construction d'une ressource territorialisée en relation avec la qualité (guide de bonnes pratiques de fabrication, certification Bio, dépôt de marques, indication IGP). Cette action renvoie à la gestion des ressources communes développée par le courant de la « propriété commune », en particulier par E. Ostrom (1990).

Avec la création de GIE, les coopératives féminines pouvaient se regrouper, par exemple, pour l'achat en gros de matières premières ou pour la vente groupée de leurs produits, ce qui a eu pour effet de minimiser leurs frais de transport, de réaliser des économies d'échelle et d'éviter les déséquilibres entre offreurs et demandeurs au sein du marché. Ce type

d'organisation leur a permis, en outre, de bénéficier d'une grande souplesse et d'une liberté de fonctionnement tout en bénéficiant de l'accès à un certain nombre de biens communs matériels (équipements, infrastructures), utilisables de manière individuelle ou collective, immatériels (information, innovation, marché), de la production de biens communs (organisations fédératives, réseaux, normes de qualité de produits, etc.) et de leur gestion (par la mise en place de systèmes de règles, de droits et de devoirs partagés, etc.). Les multiples coopérations qui s'y nouent permettent des échanges formels et informels d'information qui renforcent au niveau local le phénomène de convergence entre ces coopératives féminines de production. La consolidation des capacités techniques et stratégiques de ces organisations de coopération entre producteurs et leur capacité de mobilisation de l'action collective constitueraient donc un enjeu central pour l'avenir de ces coopératives féminines de production.

En outre, l'édition du *Guide des bonnes pratiques de fabrication de l'huile d'argane* par l'Unité de gestion du projet arganier a été un de ces moments forts qui ont permis à l'ensemble de ces coopératives de se rendre compte de ce qui les unit et de prendre conscience de leurs éléments identitaires et traditionnels. La collaboration de l'Unité de gestion du projet arganier avec la Région du Souss-Massa-Drâa et la profession à l'élaboration d'un cahier des charges et la constitution de l'AMIGHA augurent d'une reconnaissance IGP huile d'argane pour ces coopératives. Une discrimination par la qualité, résultante d'un ancrage spatial, constituerait pour ces coopératives un moyen de différencier leurs produits, d'améliorer leurs revenus et de développer un réel sentiment d'appartenance et de dépendance mutuelle (maintien des populations en zone rurale, gestion durable des ressources, conservation de la biodiversité, etc.). Il contribuera, par ricochet, au renforcement de ces réseaux locaux d'unités coopératives de production, aboutissant, par là même, à une « approche SYAL », si du moins on la définit par une activation de ressources spécifiques par le biais d'une action collective d'acteurs ancrés territorialement.

L'approche SYAL apparaît comme un outil privilégié pour ces coopératives afin de faire face à la concurrence et aux problématiques de développement durable. Or, les accords collectifs pour l'élaboration d'une convention de qualité prennent beaucoup de temps et les suivis de qualité exigent des investissements additionnels lourds. Les travaux sur les coûts montrent que, dans le cas des signes qualité d'origine, les coûts de transaction sont plus élevés que les coûts de production (Barjolle et Chappuis, 1999). Les organisations (interprofessions ou coopératives) au sein desquelles s'élabore la construction de la qualité peuvent jouer à ce niveau un rôle central dans sa gouvernance car elles peuvent réduire les coûts de transaction en permettant à ces coopératives féminines de réagir sur le marché comme « entreprise unique » (Barjolle, 2001). *In fine*, la réduction de l'incertitude et des coûts de transaction résultant de l'adoption de principes communs

par l'ensemble de ces coopératives renforcera la confiance dans le système et leur permettra de bénéficier des externalités de réseau associées à une plus grande liquidité du marché.

Il est certain que le processus d'activation des avantages passifs en avantages actifs par la qualification propre à ce SYAL sera long et difficile. La labellisation du produit peut s'étaler sur plusieurs années car il faut certifier toute la chaîne de production, de la culture des plantes à la fabrication du produit. Les formes de l'appropriation individuelle ou collective qu'elle suscitera impliqueront, *ipso facto*, la mise en place de dispositifs d'exclusion et donc des conflits, d'autant plus que cette action collective concerne la gestion d'une ressource très localisée (problèmes de gestion des biens collectifs). L'histoire violente de la gestion de l'arganier, de l'eau et des terres dans la région le prouve à plus d'un titre. Il n'en demeure pas moins que ces conflits inéluctables sont également l'occasion de la construction sociale de règles et de structures organisationnelles nouvelles grâce aux négociations qu'ils suscitent et aux processus d'apprentissage collectif qui y sont associés. Du fait de l'importance du produit pour l'identité locale, mais aussi pour le devenir de l'espace arganier, une nouvelle stratégie de réappropriation par les acteurs locaux des ressources à gérer en commun s'avère plus qu'essentielle.

Plus fondamentalement, l'initiation de ce processus général d'émulation préfigure pour les acteurs sociaux un rapport nouveau, que ce soit par l'ouverture de la tradition, de l'histoire et des pratiques pensées comme héritage de temps immémoriaux à des usages économiques ou techniques nouveaux, ou par la construction du territoire destiné à la promotion commerciale du produit et à la défense des savoir-faire artisanaux. Dans cette position d'habilitation, les acteurs doivent s'adapter, négocier de nouveaux mécanismes de fonctionnement et surtout imaginer de nouvelles manières de reproduction de leur système social, technique et économique. La réussite de leur démarche dépendra de leur capacité à adhérer collectivement à un projet innovant (Marchesnay, 2001), à se doter d'organisations et d'institutions formelles et informelles et à maintenir une spécificité organisationnelle et institutionnelle.

Actuellement, la qualification de l'huile d'argane est en train de se faire en empruntant la voie des produits du terroir, ce qui participe à la construction de l'identité et de la notoriété locale ou régionale. Elle s'opère, d'abord, sur le registre du développement durable, en définissant le territoire arganier comme un paysage emblématique nécessaire à la conservation et au maintien d'un écosystème fondamental à la conservation des sols et comme bouclier contre l'érosion éolienne. Parallèlement, la promotion de l'huile d'argane comme produit de terroir suit la voie de la construction historique de son ancrage géographique au travers de la reconnaissance d'un label IGP huile d'argane. La mise en lumière de ses vertus cosmétiques, pharmacologiques et diététiques est le fruit des travaux de recherches des

universités et les instituts de recherches nationaux (IAV Hassan II et faculté des Sciences d'Agadir, INRA et faculté des Sciences de Rabat, Centre de recherche forestière de Marrakech). Sa valorisation économique se fait par les marchés, les boutiques spécialisées et la promotion des produits du terroir grâce à l'essor de l'agro-tourisme. Une gamme de produits et services est vendue par les coopératives féminines aux touristes (dégustation, gîtes, restauration, organisation de visites touristiques dans les coopératives, etc.) formant une sorte de « paniers de biens et services » (Mollard, 2001 ; Pecqueur, 2001) et participant de plus en plus à l'émergence d'images territoriales cohérentes et attractives de la région.

Conclusion

L'étude du cas permet de revenir sur une expérience de différenciation des produits du terroir par la qualité comme base de construction des conditions de compétitivité et le « lieu » ou le « bassin de la production » comme domaine de définition d'une production localisée et différenciée (Rastoin, 1998 ; Wilkinson, 1997). La concentration d'AIR autour de l'huile d'argane de la région du Souss-Massa-Drâa, établie sur un territoire en archipel, se présente bien comme un ensemble de SPL d'un type particulier : les terroirs.

L'approche territoriale nécessaire pour délimiter, caractériser et comprendre les articulations entre territoire, acteurs, produit et savoir-faire ne permettrait pas au départ de trancher définitivement. Par contre, l'approche par l'action collective permet d'éclairer l'assertion de départ. Toute ressource spécifique ne devient actif spécifique que si et seulement si elle est portée, activée par une dynamique collective d'acteurs. Les structures organisationnelles, type AMIGHA par exemple ou de type GIE et ANCA comme dans le cas du projet arganier, qui agissent comme interface entre logique locale et logique extraterritoriale, constituent les véritables acteurs d'activation de ces SYAL en créant une « atmosphère » structurante d'une véritable efficacité collective.

Au bout du compte, on pourra aboutir à moyen ou long terme dans la région à la structuration de SYAL constitués d'unités intégrées de production privées et/ou de coopératives s'organisant autour d'institutions territoriales complémentaires et contribuant à la mise en pratique d'une forme de développement territorial durable via une stratégie de différenciation des produits par la qualité. Une lecture exhaustive des formes organisationnelles propres à chaque système productif et des cadres institutionnels qui les accompagneront permettra de mieux scruter ces formes localisées de production qui peuvent prendre des configurations plus complexes surtout que le territoire produit plusieurs biens et services. Il sera alors possible d'opérer un changement d'échelle dans les programmes d'appui publics et extérieurs à l'agro-industrie dans cette région : d'une aide individualisée ou

s'adressant à des groupements de producteurs, comme c'est le cas dans le projet arganier actuellement, à un renforcement des dynamiques de ces systèmes locaux de production par l'introduction de formes institutionnelles spécifiques de régulation favorisant leur autonomie financière.

La littérature sur les SYAL insiste sur la dimension centrale de la mise en place des conditions-cadres favorables à leur organisation et à l'importance de la dynamisation des institutions permettant d'encourager et d'entretenir les diverses modalités de constitution de ces « traditions productives » territorialisées à la base d'externalités d'agglomération et de rendements croissants dans les bassins de production. Cela amène à identifier deux points centraux susceptibles d'éclairer toute politique publique accompagnant cette réorganisation territoriale autour de l'huile d'argane dans la région s'articulant autour de la nécessité du renforcement des organisations locales pour améliorer la capacité d'action collective des unités de production privées et des coopératives de la région et de la mise en place de mesures réelles pour compenser les processus d'exclusion qui accompagneront la mise en place de l'indication géographique protégée. D'où le rôle important des structures d'interface : instituts de formation, agences de développement, autorités locales, institutions financières, « *and so on* » (Amin et Thrift, 1993) dont l'intermédiation, tablant sur la proximité et la confiance, apparaît comme un requis à la construction d'un système productif local autonome, en d'autres termes capable de s'ouvrir sur son environnement pour valoriser ses ressources propres et en capter de nouvelles tout en conservant sa propre cohérence qui lui permet de maintenir son avantage concurrentiel (Grosjean, 2002).

Références

- Agence de développement social (2007), Programme d'appui à l'amélioration de la situation de l'emploi de la femme rurale et gestion durable de l'arganeraie dans le Sud-ouest du Maroc, *Projet Arganier, Rapport annuel*, Unité de gestion du projet.
- Amin A. et Thrift N. (1993), « Globalization, Institutional Thickness and Local Prospects », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 3.
- Barjolle D., (2001), « Confrontation marchande des produits artisanaux et construction sociale de la qualité », colloque « Produits filière et territoire », Toulouse, CNRS.
- Barjolle D, Chappius J.M. (1999), « Produits typiques dans des zones défavorisées et coordination des acteurs de filières : une approche par la théorie des coûts de transaction », colloque SFER, 14-15 avril.
- Berard L., Marchenay PH. (2004), *les Produits de terroir. Entre cultures et règlement*, CNRS Editions, Paris.
- Blogowski A., Lagrange L., Valceschini E. (2005), « Au nom de la qualité, quelle(s) qualité(s) demain, pour quelle(s) demande(s) ? », in *Actes du colloque SFER*, Ed. ENITA Clermont.

- Buchanan J.M. (1965), « An Economic Theory of Clubs », *Economica*, New Series, vol. 32, Issue 125, feb.
- CIRAD/SAR (1996), « Systèmes agroalimentaires localisés : organisations, innovations et développement local », in Muchnik J., Requier-Desjardins D., Sautier D., Touzard J.M., *Economies et sociétés*, série Systèmes agroalimentaires, n° 29, 2007.
- Colletis G. (2007), « Développement local, proximité et rencontres productives : le cas des dynamiques de développement de la région toulousaine », colloque de l'ASRDLF, « Les dynamiques territoriales : débat et enjeux entre les différentes approches disciplinaires », Grenoble Chambéry, juillet.
- DATAR (2002), « Systèmes productifs locaux, recomposition des territoires, environnement-entreprises-territoires », *Actes de la journée organisée à la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette*, 28-29-30 janvier.
- De Sainte-Marie C. (1996), « Spécification des produits et appropriation juridique. Enjeux autour des dénominations locales », in Casabianca F. & Valceschini E. (éd.), *la Qualité dans l'agroalimentaire : émergence d'un champ de recherches*, Rapport final AIP, *Construction sociale de la qualité*, Paris, INRA-SAD.
- Eymard-Duvernay F. (1994), « Coordination des échanges par l'entreprise et qualité des biens », in A. Orléan, *Analyse économique des conventions*, PUF, Paris.
- Fischler C. (2001), *L'Homnivore*, éd. Odile Jacob, Paris.
- Grosjean N. (2002), *Globalisation et autonomie des systèmes de production territoriaux*, IRER/EDES, Neuchâtel.
- Holz J.M., Houssel J.P. (2002), *L'Industrie dans la nouvelle économie mondiale*, PUF, coll. Major, Paris.
- M'hirit O., Benzyane M., Benchekroun F., Elyousfi S., Bendaanoun M. (1998), *L'Arganier : une espèce fruitière-forestière à usages multiples*, Edition Mardaga, Maroc.
- Marchesnay M. (2001), « Les PME de terroir : entre « clio » et « géo » stratégies », *Entreprise et Histoire*, n° 28.
- Mollard A. (2001), « Qualité et développement territorial : une grille d'analyse théorique à partir de la rente », *Economie rurale*, n° 263, mai-juin.
- Muchnik J. (2002), « Les systèmes agroalimentaires localisés : intérêt, approche, interrogations », exposé introductif au Colloque international sur les SYAL, 16-18 octobre, Montpellier.
- Nadvi K., Schmitz H. (1994), *Industrial Clusters in Less Developed Countries: Review of Experiences and Research Agenda*, Discussion paper n° 339, Institute of Development Studies, Brighton.
- North D. (1986), « The New Institutional Economics », *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, n° 142.
- Olson M. (1971), *Logic of Collective Action*, Harvard University Press (traduction française : *Logique de l'action collective*, préface de Raymond Boudon, PUF, 1978 (2^e éd. 1987).
- Ostrom E. (1990), *Governing the Commons: the Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge University Press.
- Ouraiss M., Benslimane A. (2007), « L'arganier, produit de terroir et développement local », Actes du colloque international « L'arganier : levier du développement humain du milieu rural marocain », Rabat, synthèse communication coordonnée par Z. Charrouf.
- Pecqueur B. (1996), « Processus cognitifs et construction des territoires économiques », in Pecqueur B. dir., *Dynamiques territoriales et mutations économiques*, L'Harmattan, Paris.
- Pecqueur B. (2001), « Qualité et développement territorial : l'hypothèse du panier de biens et de services territorialisés », *Economie rurale*, n° 261, janvier-février.

- Rastoin, J.L. (1998), « Analyse de système et analyse de filières », in V. Dimier-Vallet *et al.*, *Système, marchés et filières agroalimentaires*, ENSA, Montpellier.
- Rastoin J.L., Vissac C.V. (1999), « Le groupe stratégique des PME de terroir », *Revue internationale PME*, vol. 12, n°1-2.
- Requier-Desjardins D., Boucher F., Cerdan C. (2003), « Globalisation, Competitive Advantages and the Evolution of Production Systems: Rural Food Processing and Localized Agri-food Systems », in *Latin-American Countries, Entrepreneurship and Regional Development*, London, vol. 15-1, janvier.
- Requier-Desjardins D. (2007), « L'évolution du débat sur les SYAL: le regard d'un économiste », colloque ASRDLF, « Les dynamiques territoriales: débats et enjeux entre les différentes approches disciplinaires », Grenoble Chambéry, juillet.
- Requier-Desjardins D., Rodriguez-Borray (2004), « Evaluation environnementale de l'agro-industrie de la panela en Colombie: une mesure de son impact et des effets des innovations technologiques », Rapport scientifique annexé au rapport final d'exécution de l'Action ECOS franco-colombienne, 97 PCF07, janvier.
- Schmitz H., Nadvi K. (1999), « Clustering and industrialization: Introduction », *World Development*, Special Issue: Industrial cluster in developing countries, September, 27.
- Tai Hsing-sc. (2007), « Development through conservation: an institutional analysis of indigenous community-based conservation in Taiwan », *World Development*, n° 35.
- Thévenot L. (1986), « Les investissements de forme », in L. Thévenot (éd.), *Conventions économiques*, Cahiers du Centre d'Etude de l'Emploi, Paris.
- Valceschini E., Blanchemanche S. (2005), La certification de conformité de produit sur les marchés agroalimentaires: différenciation ou normalisation? *Notes et études économiques*, n° 24, décembre.
- Wilkinson J. (1997), « A New Paradigm for Economica Analysis? Recent Convergencies, in French Social Science and Exploration of the Convention Theory Approach with a Consideration of its Application to the Analysis of the Agrifood System », *Economy and Society*, volume 26, August.